

Marc Dufumier Plaidoyer pour une transition agroécologique

Pour sortir notre paysannerie de la crise, l'agronome défend une agriculture écologique, intensive en emplois, qui doit prendre l'ascendant sur une agriculture industrielle dopée aux subventions

Notre agriculture est dans l'impasse et la paysannerie française a bien des raisons d'être inquiète sur son devenir. Les lois EGalim n'ont pas été en mesure d'assurer un revenu décent et stable à la plupart de nos agriculteurs. Face aux prix imposés par la grande distribution et les agro-industries en situation d'oligopoles, nombreux sont ceux qui ne parviennent plus à bénéficier d'une rémunération suffisante pour satisfaire les besoins de leurs familles et rembourser leurs emprunts.

Certes, le solde de notre balance commerciale agricole et alimentaire est positif; mais celui-ci résulte pour l'essentiel des exportations de produits de terroirs: fromages, vins d'appellation d'origine protégée, spiritueux, foie gras... Nos excédents de blés et de poudres de lait exportés vers les pays du Sud ne nous rattachent, en revanche, plus autant qu'autrefois. L'agriculture industrielle pratiquée dans la France des mille et un terroirs n'est plus vraiment compétitive sur le marché mondial. L'erreur serait d'attribuer ce manque de compétitivité aux seules distorsions de concurrence induites par des normes sanitaires et environnementales plus contraignantes en France que chez nos partenaires européens.

Comment nos blés les moins panifiables pourraient-ils être compétitifs avec des blés produits en Ukraine ou en Roumanie, au sein d'exploitations de plusieurs milliers d'hectares? Nos rendements à l'hectare (72 quintaux en moyenne) sont élevés, mais obtenus avec de très fortes doses de pesticides et d'engrais azotés de synthèse, coûteux en énergie fossile. Comment le maïs irrigué pourrait-il un jour devenir rentable sous nos latitudes, sans aucune subvention? Nous fallait-il autant étendre la culture de cette céréale d'origine amérindienne, en sachant que dans les régions intertropicales la saison chaude est celle des pluies? Chez nous, c'est en été qu'il pleut le moins. Sans doute nous faudra-t-il donc remplacer très largement cette culture d'été par des céréales d'hiver.

Comment nos poulets bas de gamme nourris avec du maïs et du soja brésilien pourraient-ils être vendus à un prix rémunérateur, étant mis en compétition avec des poulets brésiliens (ou ukrai-

niens)? Nos grandes et moyennes surfaces, soucieuses de conquérir de nouvelles parts de marché et de vendre leurs marchandises à petit prix, savent s'approvisionner à l'étranger à moindre coût. Et la loi EGalim théoriquement en vigueur ne peut guère les dissuader d'en importer des quantités croissantes.

Comment la poudre de lait produite dans le Finistère exportée en Chine pourrait-elle rivaliser avec celle issue de Nouvelle-Zélande? En sachant que les éleveurs de ce pays aux hivers moins rigoureux que les nôtres disposent de fermes bien plus grandes et ont moins besoin de recourir à des foin, ensilages et concentrés distribués à l'étable.

Comment nos betteraves cultivées sous les nuages de Picardie ou du Vexin

pourraient-elles un jour concurrencer efficacement la canne à sucre exploitée sous le soleil brésilien, dans des exploitations de plusieurs dizaines de milliers d'hectares? La fermeture de nos centrales sucrières a commencé bien avant l'apparition de la jaunisse virale de la betterave en 2020. Fallait-il alors vraiment vouloir autoriser l'emploi de néonicotinoïdes destinés à protéger cette culture des pucerons vecteurs de la maladie, alors que ces insecticides peuvent déboussoler les abeilles et d'autres pollinisateurs?

Il est vrai que, pour maints fruits et légumes, le déficit de la balance commerciale provient d'importations en provenance de pays voisins où les normes sanitaires et environnementales

sont parfois moins rigoureuses que chez nous. Mais la distorsion de concurrence pour ces produits résulte plus encore du fait que la main-d'œuvre salariée y est souvent moins bien rémunérée qu'en France. C'est le cas des ouvriers turcs en Allemagne, et équatoriens ou maghrébins en Espagne.

Le plus préoccupant pour notre balance commerciale est à coup sûr nos importations massives de graines et de tourteaux de soja pour l'alimentation animale. Celles-ci atteignent environ les deux tiers de nos besoins actuels, principalement en raison des faibles coûts de production observés en Argentine et au Brésil, où la culture du soja est réalisée à très grande échelle. Il était donc nécessaire de ne pas ratifier les accords envisagés avec le Mercosur.

Couvert végétal le plus total

Il faut en finir au plus vite avec cette agriculture industrielle qui n'a pu survivre que grâce à des aides accordées en proportion des surfaces exploitées. Des subventions qui n'ont profité qu'aux exploitations agricoles de grande taille. L'avenir de la paysannerie ne pourra être assuré qu'avec une agriculture paysanne relevant de l'agroécologie.

Celle-ci vise à faire un usage le plus intensif possible des ressources naturelles renouvelables qui ne nous coûtent rien. A commencer par les rayons solaires et le gaz carbonique de l'atmosphère pour les besoins de la photosynthèse, processus par lequel la plante cultivée parvient à transformer l'énergie lumineuse en énergie alimentaire. Il est impératif, dès lors, d'assurer un couvert végétal le plus total et le plus permanent possible, grâce notamment à des associations de cultures.

Mais encore faut-il que les plantes en question puissent transpirer longuement et donc être alimentées en eau, même pendant les périodes de sécheresse. Il faut faire en sorte que l'eau de pluie ne ruisselle plus et soit emmagasinée dans les sols à hauteur des racines: implanter des haies vives en courbes de niveau, établir des couvertures végétales antiruisselement, préserver les vers de terre pour rendre les sols plus poreux, ou épandre ou enfouir des matières organiques pour enrichir la couche arable en humus.



IL FAUT EN FINIR AVEC CETTE AGRICULTURE INDUSTRIELLE QUI N'A PU SURVIVRE QUE GRÂCE À DES AIDES ACCORDÉES EN PROPORTION DES SURFACES EXPLOITÉES

Economies en énergies fossiles, ces formes d'agriculture sont très souvent exigeantes en travail. Elles peuvent donc être intensives en emplois. Ce qui est loin d'être idiot. Encore faut-il que les politiques agricoles soient favorables aux paysans qui les mettent en œuvre. Il est nécessaire que les paysans soient rémunérés pour leurs services environnementaux d'intérêt général, quitte à ce que ce paiement soit assuré par les contribuables.

La transition agroécologique ne doit pas être conçue comme un ensemble de normes standards destinées à réduire progressivement les doses de pesticides et autres molécules nuisibles à notre santé et à notre environnement. Il s'agit d'un changement radical de techniques agricoles qui, il est vrai, ne pourra pas être réalisé du jour au lendemain. La transition consiste alors à faire en sorte que l'immense majorité de nos agriculteurs y aient enfin intérêt et en aient aussi les moyens. Faire de nos agriculteurs des paysans droits dans leurs bottes et fiers d'être rémunérés pour leurs travaux d'intérêt général, plutôt que des mendiants en quête de subventions conditionnées à des normes tatillonnes et inapplicables. ■

Marc Dufumier est professeur honoraire à AgroParisTech

Pascal Demurger et Julia Faure Ne plus concevoir nos modèles comme un choix binaire entre écologie et économie

Les deux coprésidents du Mouvement Impact France défendent une sortie par le haut de la crise agricole qui assure la transition écologique, la protection des agriculteurs et une juste rémunération

L'écologie est-elle condamnée à s'effacer face au mur de la réalité économique et sociale? Voilà l'inquiétude qui se répand après les annonces du gouvernement visant à mettre fin à la révolte agricole. Alors qu'il a été décidé d'une « pause » dans l'effort de réduction des pesticides, de gestion raisonnée des terres, de l'eau et de décarbonation de la filière, chacun se demande si nous sommes à l'aube d'un gigantesque effet de dominos. Car la difficulté principale exprimée par les agriculteurs – l'incapacité à vendre leurs produits au prix juste, celui qui intègre un salaire décent et une production écologiquement responsable – percuté l'ensemble des secteurs manufacturiers exposés à la concurrence mondiale.

Dans le textile, l'ameublement, l'industrie automobile, les cosmétiques ou encore la métallurgie, l'intensité des crises est différente, mais les défis sont similaires: comment produire sobrement, avec des emplois locaux et des modèles sociaux protecteurs quand le marché est inondé de produits low cost polluants et socialement moins-disants?

Si une part des consommateurs peut valoriser la qualité écologique et sociale dans ses achats, force est de constater que la tyrannie du bas prix gagne chaque jour du terrain avec son lot de destructions: pendant que sept vêtements sur dix vendus dans notre pays sont de l'entrée de gamme, les enseignes françaises d'habillement licencient ou ferment les unes après les autres, entraînant chômage en France et exploitation sociale à l'étranger. Sans réaction, le « made in France » disparaîtra pendant que les coûts sociaux et écologiques augmenteront pour tous.

Effort demandé à tous

Dirigeantes et dirigeants d'entreprises engagées, nous avons la conviction que notre époque n'a aucune raison de s'écrire sur ce mode tragique. Pour l'agriculture comme pour l'ensemble de l'économie, à condition de concevoir les règles qui permettront une concurrence loyale, nous ne sommes pas condamnés à sacrifier le long terme au court terme, la fin du monde à la fin du mois.

Cela suppose de ne plus concevoir nos modèles comme un

choix binaire entre écologie et économie, responsabilité et pouvoir d'achat, mais comme un équilibre entre un triptyque transition, protection, rémunération pour atteindre le juste prix des choses.

La transition doit respecter des objectifs de décarbonation et de régénération de la biodiversité ambitieux et négociés, suffisamment proches sans être brutaux. C'est ce qui correspond à



LA DIFFICULTÉ DES AGRICULTEURS PERCUTE L'ENSEMBLE DES SECTEURS MANUFACTURIERS EXPOSÉS À LA CONCURRENCE MONDIALE

l'interdiction de vente de véhicules thermiques en 2035 en Europe ou ce qui correspondait à l'objectif de réduction de 50 % de l'utilisation de pesticides dans le plan Ecophyto, aujourd'hui mis en pause. Ces objectifs sont indispensables pour ralentir le dérèglement climatique, l'effondrement du vivant mais aussi un air, une alimentation, un environnement préservés et sains pour tous.

La protection passe, elle, par la mise en place d'une compétitivité mondiale équitable qui impose à nos partenaires commerciaux les mêmes efforts de transition qu'à nos producteurs locaux. Cela correspond au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et aux clauses miroirs dans nos accords commerciaux. C'est aussi ce qui explique l'opposition française à l'accord de libre-échange Mercosur, qu'elle juge inéquitable. L'objectif de compétitivité équitable n'a rien d'illusoire et constitue même la clé d'une acceptation de l'effort de transition demandé à tous.

La rémunération enfin, c'est la garantie d'un juste partage de la

valeur au sein des entreprises et de la fixation d'un prix juste dans l'ensemble des chaînes de valeur, entre donneurs d'ordre et prestataires, entre distributeurs et industriels, entre producteurs et consommateurs. C'était la logique de la loi EGalim pour le secteur agroalimentaire, malheureusement largement contournée faute de contrôles suffisants. Cette question du partage de la valeur et du prix permettra aux plus exposés de vivre dignement de leur travail et de trouver le coût de la transition supportable.

Penser à un nouvel équilibre

Aujourd'hui, alors que le secteur agricole connaît un recul écologique majeur en France et que le Pacte vert européen fait l'objet d'attaques redoublées dans la perspective des élections européennes de juin, nous appelons à un sursaut. Non pas en passant en force, mais en pensant un nouvel équilibre.

Nous appelons à ne renoncer à aucun objectif de transition, notamment en maintenant l'ambition du Pacte vert européen et de la planification écologique française. Nous appelons à permettre

une protection juste des entreprises européennes qui s'engagent dans la transition, notamment en élargissant le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières à de nouveaux secteurs. Nous appelons à favoriser l'émergence de prix justes, notamment en donnant une dimension européenne et multisectorielle de la philosophie de la loi EGalim pour permettre une rémunération digne des acteurs et éviter les phénomènes de contournements. Nous appelons à imaginer le Pacte social qui sauvera le Pacte vert. ■

Pascal Demurger est directeur général de la MAIF, coprésident du Mouvement Impact France; Julia Faure est cofondatrice de Loom, coprésidente du Mouvement Impact France. Cette association, fondée en 2020, rassemble plus de 15 000 entrepreneurs français qui mettent l'impact écologique et social au cœur de leur entreprise